

# L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#13  
ÉTÉ  
2011

AU SUD COMME AU NORD DE LA MÉDITERRANÉE,  
**REFUSONS DE PAYER LA  
CRISE DU CAPITALISME !**



**i REVOLUCIÓN  
REAL YA !**





## Congrès de la FSE

La FSE (Fédération Syndicale Étudiante) a tenu son 9ème congrès les 10, 11 et 12 juin à Caen. Une vingtaine de délégué-e-s représentant les sections de Toulouse, Grenoble, Caen, Lyon, Dijon, Paris 7 et Pau étaient présents. En plus de ses sections, il existe des sections à Paris I/IV, Aix-en-Provence. Soit un total de 9 sections représentant un peu plus de 200 militants.

À l'occasion de ce congrès, la FSE a réaffirmé la nécessité d'un syndicalisme de lutte s'attaquant aux logiques de sélection sociale à l'université, à la capitalisation de l'enseignement supérieur, à sa professionnalisation, mesures matérialisées cette année par la convention CPU-Medef et la loi Adnot.

À l'unanimité, les délégué-e-s ont exprimé la nécessité de continuer à informer et à mobiliser avec les autres syndicats et organisation qui s'opposent à ces logiques, dès cet été pour mettre un coup d'arrêt au projet de « nouvelle licence » avancé par le ministère et le patronat. La campagne de la FSE se fera sur l'angle de la précarité et du salariat étudiant.

Dans l'optique d'une convergence des luttes étudiantes/travailleurs et d'une

promotion de la solidarité des luttes, le congrès de la FSE répond favorablement à l'invitation de la CGT-CROUS pour leur congrès national qui s'est tenu à Lyon les 21, 22 et 23 Juin 2011.

Aucune position n'a été adoptée sur le processus de fusion avec SUD-Étudiant, faute de position majoritaire, même si une majorité de section ont exprimé leur volonté de le poursuivre. Les débats ont aussi porté sur la lutte antifasciste, le sexisme et le patriarcat, le lobbying nucléaire au sein de l'université mais aussi sur les travailleur-euse-s du sexe ou de la psychiatrie.

« La FSE appelle l'ensemble des étudiant-e-s à s'informer et s'organiser dans le syndicalisme de lutte et de classe pour combattre la capitalisation de l'enseignement supérieur et lutter efficacement contre la précarité et la sélection sociale, et mettra toute ses forces, dès cet été, pour organiser la riposte collective ! » Seule la lutte paye !

**Benjamin (Comité Jeunes Caen)**

**et Thomas (Comité Jeunes Pau)**

## Collectif National de L'UNEF

Dans le contexte où les droits étudiants sont sapés les uns après les autres, l'UNEF a réuni trois cents militants pour son dernier collectif national (sorte de parlement, en moins démocratique !) de l'année scolaire. Pour les militants de la minorité de gauche, c'est un cadre de discussions avec une partie importante des militants du syndicat. L'objectif était de discuter des chaînes d'inscription de juillet et de la rentrée, notamment de la réouverture de l'arrêté licence, que la Tendance majoritaire nationale (TMN) du syndicat refuse toujours de qualifier d'attaque.

La Tendance pour une UNEF unitaire et démocratique (TUUD) a cherché à démontrer qu'il est possible de doter le syndicat d'une stratégie pour mobiliser les étudiants à la rentrée et chercher à construire un mouvement majoritaire sur les universités.

Ce CN n'a pas été à la hauteur des enjeux : il n'y avait que peu d'adhérents réunis et, sans surprise, l'orientation de la TMN n'a pas évolué. Elle continue l'autosatisfaction et place la construction de son appareil au centre de sa stratégie.

La direction a été mise plusieurs fois en difficulté. Elle revendique l'augmentation du volume horaire de cours en licence ou encore la généralisation du contrôle continu : de plus en plus de militants critiquent cette orientation en voyant les conséquences. Cela démontre que beaucoup d'étudiants peuvent être convaincus de se mobiliser contre la réforme.

Une motion de la TUUD contre l'intervention militaire en Libye a forcé la TMN à une argumentation incompréhensible sur son opposition à l'OTAN mais pas à l'ONU ! La veille, une étudiante syrienne avait été invitée et avait clairement affirmé qu'il ne faudrait pas d'intervention militaire extérieure en Syrie. De nombreux militant-e-s sont sortis en critiquant ouvertement le fait d'avoir voté contre.

Désormais, en lien avec toutes les forces qui le souhaitent, c'est sur le terrain que se construira la mobilisation, avec ou sans la direction du syndicat majoritaire !

**Camille (Comité Jeunes du Mans)**

### La grève ? Pas « Normale » !

Un mois après la fin du long conflit des personnels de l'École normale supérieure (ENS) à Paris, neuf élèves-fonctionnaires sont convoqués en conseils de discipline, alors que certains étaient déjà passés au tribunal administratif... Une sorte de revanche pour la direction qui avait été obligée de céder sur les revendications des salariés et relance la répression... En plein mois de juillet !

## Congrès de Sud Étudiant

Le 7ème Congrès National de la fédération SUD Étudiant s'est tenu du 25 au 29 Juin à Lille. Quelques semaines après la fin des cours et des partiels, la situation politique reste marquée par la crise, les plans d'austérité, et le gouvernement de Sarkozy, qui comme les autres gouvernements européens, fait des jeunes et de l'Éducation ses premières cibles afin de nous faire payer la crise. La réouverture de l'arrêté Licence, et les précisions récentes données par le gouvernement sur son projet en matière d'éducation ne font que confirmer cela. Casse des diplômes, mise en concurrence, individualisation des parcours de formation et éducation à plusieurs vitesses : c'est le lot qui nous attend, la suite logique de la LRU, le même projet que pour les lycées.

### Préparer la rentrée, mener les batailles de façon unitaire !

C'est dans ce contexte que se sont réuni-e-s les délégué-e-s du congrès national de SUD Étudiant. Le congrès a réuni beaucoup moins de participants et de syndicats locaux que le précédent. Certains syndicats étaient absents, ce qui montre une fragilisation de la fédération, et une difficulté de convaincre qu'il est important de

défendre une orientation syndicale cohérente partout, et de ne pas faire chacun son travail syndical de son côté. Malgré les contraintes du fonctionnement fédéral (autonomie de chaque syndicat local, et mandat impératif...), les textes votés majoritairement appellent à la mobilisation de des étudiant-e-s contre les attaques du gouvernement. Il faudra dès la rentrée lancer des mobilisations et impulser des luttes sur les facs, préparer le travail d'information, les réunions publiques, les Assemblées Générales, etc., pour répondre de façon large et unitaire à ces attaques. C'est en travaillant ensemble et sans sectarisme que les organisations du mouvement étudiant pourront déclencher les batailles nécessaires à la rentrée. Des réunions « inter-organisations » commencent à s'organiser un peu partout en France, elles doivent permettre de commencer dès à présent à organiser la riposte !

### Construire l'unification du syndicalisme étudiant

Que ce soit contre une attaque, un projet de loi, ou tout simplement pour défendre ses droits lors des examens, sur l'attribution des bourses, ..., c'est en s'organisant qu'on est le plus efficace.

Aujourd'hui seulement 1% des étudiant-e-s sont syndiqué-e-s. Un texte a été adopté au congrès pour développer « le syndicalisme au quotidien », c'est à dire notre capacité à répondre aux problèmes les plus concrets de notre milieu. Le syndicat est un outil collectif, de la même façon que les patrons ont le MEDEF pour organiser les attaques contre les jeunes et les travailleurs/euses. Les différences de filière, de sexe, de nationalité, etc, sont des frontières artificielles : nous avons toutes et tous les mêmes intérêts, il faut donc les défendre. Unifier le syndicalisme étudiant répond à cet enjeu. Lors du Congrès national de SUD Étudiant, la fédération a proposé à la FSE de tenir un congrès entre ces deux organisations étudiantes dans un an. Le processus de fusion entre SUD et la FSE rencontre des difficultés plus ou moins importantes, Si nous arrivons à dépasser les désaccords actuels, et à faire de ce congrès, un congrès de fusion entre les deux syndicats, il s'agirait là d'une première étape pour unifier notre camp social et être plus fort-e-s pour mener les grèves de demain !

**Pauline et Florian (Comité Jeunes Toulouse)**

## « D'ailleurs nous sommes d'ici »... La suite

Une AG du collectif D'ailleurs nous sommes d'ici s'est tenue le 4 juin avec des représentants des collectifs locaux pour tirer le bilan des manifs du 28 mai et continuer à construire et amplifier le mouvement.

### « Ni charter, ni kärcher »

Si le 28 mai a été une étape importante, la classe politique ne lâchera rien de ses offensives racistes, à moins d'être confrontée à un mouvement de masse. Cette riposte populaire est d'autant urgente que le contexte politique sera dominé par une campagne présidentielle polarisée sur le terrain du FN : immigration, insécurité, « nos valeurs », etc. Les « dérapages » vont pleuvoir. À nous d'aider à faire tomber les masques !

Entrer dans un débat avec les racistes Claude Guéant, Marine Le Pen etc., légitime leurs propos. Notre réponse n'est rien d'autre qu'un mouvement de société ! Partout « D'ailleurs nous sommes d'ici » est le slogan de la résistance.

### Une rentrée antiraciste !

Le mouvement devra unifier les structures antiracistes et les nouvelles initiatives, traiter la question de l'immigration en même temps que construire des bagarres contre le racisme de la police ou de l'exclusion scolaire. Deux initiatives vont dans ce sens : le mouvement « Mamans toutes égales », contre l'exclusion des mères d'élèves musulmanes des sorties scolaires et un réseau de résistance auto-organisée contre les contrôles policiers aux faciès et qui vise à faire un procès contre l'État.

Ce travail quotidien de résistance se concrétisera par deux manifestations nationales au cours de l'année. La première sera très probablement le 17 octobre, 50ème anniversaire du massacre de centaines d'Algériens dans la Seine par la police française en 1961. L'occasion de rappeler que la République

française est raciste jusqu'à la moelle et que ses « valeurs » ne sont pas celles de notre combat.

Pour stopper les vagues d'attaques du gouvernement et pour en découdre avec les nazis du FN, on ne peut compter que sur l'ampleur de notre mobilisation. Alors faisons-les trembler en octobre !

**John (Comité Jeunes Paris 7-PRG)**

### Guéant sur les étudiants étrangers :

« Encore faut-il qu'ils suivent les cours, et que leur venue ne soit pas un moyen de s'installer en France ». C'est vrai que les branleurs qui s'inscrivent à la fac et ne vont jamais en cours, on connaît bien dans le parti de Jean Sarkozy !

# Face à la crise mondiale, L'INTERNATIONALISME !

Depuis le début de la crise on nous dit : « unité nationale », « serrez-vous la ceinture », « on est tous dans le même bateau »... Pourtant, les grands actionnaires et les grandes entreprises, avec la complicité des gouvernements, continuent d'enregistrer des profits colossaux. D'après les capitalistes nous n'avons pas le choix : nous devons payer cette crise dont nous ne sommes pas responsables.

## Un nouvel espoir

Mais au sud de la Méditerranée, les classes populaires démontrent que pour faire payer la crise à ses vrais responsables, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. En commençant par dégager les dictateurs qui marchaient main dans la main avec le FMI et nos gouvernements, les peuples reprennent confiance et font souffler un vent de révolte jusque de l'autre côté de la mer. Suivant l'exemple égyptien de la place Tahrir, des jeunes Espagnols ont commencé à envahir la Puerta del Sol. Aujourd'hui, la place Syntagma à Athènes réunit tous les jours des milliers d'« indignés », et à l'heure où nous écrivons cet article, deux jours de grève générale ont lieu en Grèce. Face au gouvernement qui voudrait leur faire payer la dette avec un cinquième plan de rigueur les Athéniens l'ont dit : « Nous ne devons rien, nous ne vendrons rien, nous ne paierons rien » !

Les mouvements populaires et les grèves de masse qui ont lieu partout dans le monde révèlent la détermination des peuples face à la crise et à ceux qui continuent de gérer un système pour l'intérêt d'une poignée de privilégiés.

## L'impérialisme contre-attaque

Les révoltes et les révolutions sont pour nous de bonne nouvelle, car elles marquent la possibilité pour les peuples de gagner de nouveaux droits sociaux et démocratiques. Elles constituent le seul moyen de faire barrage aux politiques de rigueur. Mais les impérialistes ne restent pas à attendre sagement que cela passe. Dès que le peuple libyen s'est lui aussi mis en tête de « dégager » son dictateur, les puissances

européennes (Sarkozy en tête) et les États-Unis ont décidé d'intervenir militairement, non pas pour protéger le peuple (en le bombardant) comme ils le prétendent, mais bien pour garder un pied dans un pays riche en ressources naturelles et parfaitement bien placé entre les deux postes avancés de la révolution : la Tunisie et l'Égypte. Entre l'intervention militaire en Côte d'Ivoire et l'occupation de l'Afghanistan, l'impérialisme ne prend pas de vacances ! S'il s'embourbe maintenant en Libye, s'il est forcé de prévoir un plan de retrait d'Afghanistan, c'est que les résistances le mettent en difficultés.

Soutenir les peuples en lutte, c'est d'abord combattre nos gouvernements impérialistes afin de faire pression sur eux et de mobiliser largement contre toutes les guerres impérialistes. Cela passe par la préparation du contre-sommet du G20, à Nice du 30 octobre au 4 novembre, avec une grande manifestation le 1er novembre.

Ce contre-sommet nous donne la possibilité de nous organiser à l'échelle internationale, de riposter, mais aussi d'expliquer la logique d'ensemble du capitalisme, la nécessité de faire converger nos luttes contre tous les aspects de la crise (économiques, sociaux, politiques, écologiques...) au-delà des frontières. C'est l'occasion d'affirmer que partout dans le monde nous refusons de payer une dette illégitime, qu'il faut l'annuler maintenant !

## Le retour des luttes

Au Sud, la misère, les dictatures et les bombes sont le quotidien des peuples. Au Nord, c'est le chômage, les licenciements, la casse des acquis sociaux... Les capitalistes sont organisés à l'échelle internationale. Nous devons aussi nous regrouper pour renverser ce système. C'est ce que nous faisons avec les RIJ, à Marseille cette année avec les Rencontres anticapitalistes euro-méditerranéennes qui ont regroupé plus de vingt-cinq organisations. Des rendez-vous sont donnés de nouveau l'année prochaine. En attendant, préparons les manifestations internationales !

**Marthe et Mimosa (Comité Jeunes Aix-Marseille)**

# PIZZA LUTTE

Depuis le 13 mai, les employés de plusieurs Pizza Hut font grève chaque week-end pour exiger des améliorations des conditions de travail et le paiement des heures sup'. La direction a licencié deux grévistes, qui à l'heure où nous écrivons, attendent de passer aux Prud'hommes. Des mouvements similaires ont lieu en Angleterre et en Espagne... La mondialisation c'est aussi celle des grèves !

# RÉVISIONS HISTORIQUES

Alors que 600 000 candidat-e-s révisaient leur bac d'histoire, l'AFP annonçait que le ministère de l'Éducation aurait décidé de réécrire la présentation par les manuels scolaires de la naissance de l'État d'Israël, à la demande du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), représentant auto-proclamé des Juifs de France et véritable annexe de l'ambassade israélienne. Exit l'exode de 800 000 Palestiniens ! On appliquerait en France la loi israélienne qui interdit l'usage du terme arabe Nakba (catastrophe) afin de décrire l'expulsion des Palestiniens en 1947-49. À quand l'apprentissage des « effets positifs » de la colonisation de Gaza ?

# GROSPERRIN OU GROS-BOURRIN ?

Suite logique de la « masterisation » : un rapport du député UMP Jacques Groperrin propose de supprimer le concours de recrutement des profs, le CAPES. Un master pro d'enseignement suffirait pour postuler directement auprès des chefs d'établissement ou des autorités académiques... Qui les recruteraient sur entretien individuel, comme avec les vacataires aujourd'hui (qui ont la formation mais ont raté le concours faute de place !). Toujours plus loin, plus destructrice, plus dangereuse : l'UMP, c'est pire que Jackass 3D !

## Dans ce numéro :

Révolutionner le système énergétique	Page 4	Formation : La Commune de Paris	Page 8
L'illusion du capitalisme vert	Page 4	Culture	Page 9
Cahiers de vacances : A la rentrée, ça doit péter !	Pages 5 à 8	Jeux	Pages 10-11
2011-2012 : Année de grèves et de manifs	Page 5	Mots croisés et Mots fléchés anticapitalistes	Page 10
Leçons du mouvement des indignés espagnols	Page 5	Quizz : putain, dix ans !	Page 10
Nouvelle Licence : Une réussite pour le patronat	Page 6	Test Quel-le jeune es-tu ?	Page 11
Fusions et restructurations des universités	Page 6	Grèce : échos de la Place Syntagma à Athènes	Page 12
L'Etat brade l'Éducation nationale	Page 7	Portraits de la Place de Catalogne	Page 12

## EDITO

# Socialisme OU BARBARIE !

Le 29 juin dernier, le parlement grec adoptait un nouveau plan de rigueur aux conséquences dramatiques. Baisse drastique des salaires et des pensions de retraites, privatisations à hauteur de 50 milliards d'euros des entreprises publiques...

L'État grec est au bord de la faillite, et c'est aux travailleurs et à la jeunesse que l'on vient présenter la facture. Les véritables responsables de l'explosion de la dette publique, c'est le patronat grec qui depuis des années multiplie les cadeaux aux riches et vide les caisses de l'État en subventionnant les entreprises. C'est le FMI, la Banque centrale et l'Union européenne qui imposent les plans d'austérité, veulent faire payer la crise du capitalisme aux plus opprimés.

Le gouvernement grec du soi-disant « socialiste » Papandréou est aussi responsable du blocage dans les ports d'Athènes et alentours des bateaux de la flotille de la liberté pour Gaza. Cette complicité active avec le blocus, véritable prison à ciel ouvert pour les Palestiniens, est proprement scandaleuse.

La collaboration avec l'État d'apartheid israélien à l'étranger, le rouleau compresseur contre les acquis sociaux au sein des frontières, ce sont les deux faces d'une même politique. Vous avez dit socialisme ? On est plus proche de la barbarie...

## De l'indignation à la révolte... de la révolte à la révolution !

Heureusement, les Grecs ne se laissent pas faire et se mobilisent par centaines de milliers, bloquent le pays par des journées de grève générale. La colère monte et la situation devient presque insurrectionnelle.

En État espagnol, la mobilisation des Indignés contre la précarité et pour la démocratie réelle se poursuit et reste massive.

Dans le monde arabe et maintenant au sud de l'Europe, les peuples reprennent confiance en leur force collective et commencent à résister. Pour les capitalistes, c'est une très mauvaise nouvelle. Pour nous, c'est le signe que des luttes d'ampleur sont possibles, que la perspective révolutionnaire est de nouveau d'actualité.

La démocratie réelle, ce n'est pas voter tout les cinq ans pour une nouvelle alternance respectueuse de la propriété privée et des institutions, déléguer le pouvoir sans jamais le contrôler. La véritable démocratie, c'est la lutte des travailleurs et des jeunes pour renverser ce système et faire la révolution. C'est mettre en place un gouvernement des travailleurs pour avancer vers une société sans oppressions, sans exploitation et sans classe sociale. C'est la perspective du socialisme, pour en finir avec la société capitaliste et sa barbarie.



# RÉVOLUTIONNER LE SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

Les mobilisations contre le nucléaire ou les gaz de schiste sont souvent vues au prisme de leurs conséquences les plus locales. Les premiers mobilisés sont souvent les riverains, qui vivent dans des taux de radioactivité qui s'élèvent près des centrales lors des sécheresses ou avec les pollutions aquatiques liées à l'exploitation des gaz de schiste.

## D'autres énergies sont possibles !

Pourtant, ces derniers mois, ces luttes ont porté la contradiction au discours des pouvoirs français réaffirmant leur soutien au nucléaire et aux énergies fossiles. Elles ont affirmé que le recours à ces énergies, loin d'être la seule option possible, est le produit des décisions politiques historiques. Depuis la mise en œuvre du programme nucléaire (1974), EDF n'a eu de cesse de faire croître la consommation électrique d'origine nucléaire. En France, le chauffage électrique concerne 30% des logements, contre seulement 1,5% en Allemagne. La France concentre 50% des logements chauffés à l'électricité de toute l'Europe...

C'est la volonté de rentabiliser la production qui dicte le développement des ressources énergétiques. Cette logique est

internationale : ni la décision allemande de sortir du nucléaire, ni la volonté des actionnaires de Tepco de cesser l'exploitation de l'atome au Japon ne constituent des ruptures radicales. Ce premier choix en masque un second : le nucléaire est remplacé par le recours à d'autres énergies fossiles (centrales au charbon en Allemagne ou d'hydrocarbures au Japon), qui renforcent aussi bien la prolifération des gaz à effet de serre (GES) que des profits privés.

Le choix des énergies fossiles (pétrole, gaz de schiste, uranium, etc.) – et les investissements publics colossaux que ce choix suppose – s'explique par le fait même que ces ressources sont limitées. Cette limite permet à leurs propriétaires d'exercer un contrôle dessus, afin de faire varier le prix en fonction de leurs intérêts. Les énergies renouvelables, au contraire, sont potentiellement illimitées : le soleil, les vents ou les courants marins sont des ressources jusqu'ici inappropriables donc non capitalisables.

## Un autre modèle aussi !

À la volonté capitaliste de maintenir les énergies fossiles jusqu'à ce que mort s'ensuive, nous devons opposer la nécessité d'une transition énergétique. Elle se fonderait sur deux critères : la

rupture avec toute énergie nocive à la santé publique et productrice de GES, et la mise en œuvre d'un modèle énergétique visant à la satisfaction des besoins des populations à partir de l'usage d'énergies renouvelables.

L'initiative « Convergence énergétique », du 26 au 28 août dans les Cévennes, est un moment essentiel pour tisser des liens entre les acteurs locaux et nationaux. Ces trois journées seront le premier acte d'un mouvement social d'ampleur : au-delà du rejet de telle ou telle technologie, le mot d'ordre est celui d'un modèle énergétique émancipé des contraintes marchandes, répondant aux besoins exprimés démocratiquement par les populations.

Le modèle énergétique n'est pas un phénomène périphérique dans l'organisation des rapports sociaux : il en constitue l'ossature, à partir de laquelle les pouvoirs économiques structurent la production. Lutter pour une rupture avec le modèle énergétique fondé sur la logique productiviste du profit maximum, c'est déjà s'inscrire dans une perspective de transition écosocialiste.

**Renaud (Paris)**

## L'ILLUSION DU CAPITALISME VERT

### Capitalisme vert ?

Après l'avoir caché, puis nié, les capitalistes ne peuvent aujourd'hui qu'accepter la réalité : le réchauffement climatique est dû à l'activité humaine. Ils propagent l'idée que la responsabilité de tous est égale, développent de nouveaux marchés pour que les gens soient « écolo-responsables ».

### Où billets verts ?

Le martèlement idéologique nous dit qu'il faut éteindre la veilleuse de notre écran d'ordi (ce qu'il faut faire, là n'est pas la question)... Mais en parallèle, les néons des supermarchés restent allumés toute la nuit sans que cela semble poser problème à la planète.

Cela révèle l'hypocrisie des capitalistes pour répondre à la crise écologique : il faut faire des efforts, mais rien qui puisse perturber

le bon fonctionnement du système. C'est la conséquence d'un système qui a toujours besoin d'engranger plus de profits, de produire toujours plus, avec les énergies les plus rentables à court terme.

On assiste à une véritable fuite en avant technologique, comme avec le nucléaire. Le projet de fusion nucléaire ITER, qui serait la solution miracle, est une aberration : les experts disent que le point de non retour est en 2050. ITER concentre plus de 60% des fonds européens de recherche sur l'énergie (1), pour un résultat qui n'est pas assuré.

Nous devons nous pencher sur des énergies renouvelables, y concentrer les recherches. Mais même avec la meilleure énergie du monde, pour éviter un trop fort réchauffement climatique, il faut produire et consommer moins, en supprimant par exemple les productions inutiles socialement (pub, armes, etc.). Ceci est

impossible dans le cadre du capitalisme. Le capitalisme vert n'a qu'un seul objectif : faire du profit, en laissant croire que l'écologie est une priorité.

Pour répondre à la crise écologique, sortons du capitalisme, construisons l'écosocialisme !

**Jules (Comité Jeunes Rennes)**

(1) <http://groupes.sortirdunucleaire.org/article/le-nucleaire-c-est-fortiche-ou>

Pour plus d'infos sur la question, lire le rapport sur le changement climatique de Daniel Tanuro : <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=739>

## La LUTTE CONTRE L'AMIANTE DANS LE RAIL

L'amiante est devenu populaire parmi les industriels à la fin du XIXe siècle en raison de ses nombreuses qualités techniques... et de son très faible coût. L'amiante est utilisé pour les patins de freins et les joints pour sa résistance à la chaleur, il a été utilisé pour les fours électriques pour ses capacités d'isolation électrique à forte température, dans les bâtiments pour ses propriétés ignifuges (anti-feu), isolantes, sa flexibilité, sa résistance à la tension et sa résistance aux produits chimiques... L'amiante est présent un peu partout, mais l'amiante est toxique : l'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de fibroses pulmonaires, de cancers des poumons ou des voies digestives...

Bien que les dangers de l'amiante aient été identifiés clairement dès le début du XXe siècle, il faudra attendre les années 80-90 pour que son utilisation soit interdite.

Les « travailleurs de l'amiante » n'étaient pas protégés quand ils manipulaient l'amiante. Encore aujourd'hui des personnes y sont exposées sans protection par leur environnement de travail : il reste de l'amiante dans l'isolation de beaucoup de bâtiments, les intérimaires qui rénovent les voies de

chemin de fer ne sont pas protégés alors que toutes les voies sont bourrées d'amiante (les freins des trains ont longtemps utilisé de l'amiante...). Les exemples sont nombreux.

Face à ça, de nombreuses associations de victimes de l'amiante comme ANDEVA ou Allo Amiante, luttent pour que les maladies qui se déclarent longtemps après l'exposition soient reconnues en tant que maladies du travail. Cette question est devenue un problème de santé publique ce qui était loin d'être le cas il y a encore quelques années. Et pour cause : l'amiante est tellement peu coûteux par rapport aux autres matériaux équivalents qu'on préfère ignorer totalement les risques (et ne surtout pas mettre au courant les travailleurs concernés...) pour pouvoir continuer à l'utiliser. On pourrait croire que la bataille est gagnée depuis longtemps, mais encore aujourd'hui on préfère ignorer les risques plutôt que de traiter le problème, au détriment des travailleurs concernés.

**Pavel (Comité Jeunes Bordeaux)**

## NOTRE-DAME DES LANDES : NON À L'AYRAULT-PORT !

Dans les années 70, les dirigeants ont émis un projet faramineux d'aéroport de dimension internationale à trente km de Nantes... Où un aéroport international existe déjà, sans même atteindre sa limite d'activité !

### Une attaque écologique et sociale

Construire un aéroport à cet endroit signifierait la destruction d'un bocage et d'une biodiversité exceptionnelle. Cela aggraverait la crise énergétique pendant la construction et durant l'activité de l'aéroport. C'est faire le choix d'un développement régional pour Nantes-Rennes fondé sur l'attraction internationale servi par le « tout avion », d'entrer dans la concurrence inter-régionale par tous les moyens.

En plaçant ici l'argent public, les collectivités locales (PS !) dépendent de l'argent qui aurait pu servir à rendre gratuits les transports publics ou à financer la rénovation d'établissements scolaires... Alors qu'elles distribuent des millions aux multinationales et aux banques, elles donnent maintenant carte blanche au groupe Vinci pour raser tout un territoire.

Face à Jean-Marc Ayrault et aux dirigeants socialos, un collectif contre l'aéroport regroupe une quarantaine d'organisations. Les journées de rencontres des 8, 9 et 10 juillet à Notre-Dame des Landes (actions, meetings, débats, concerts) sont une échéance de l'été pour appuyer une mobilisation de longue haleine.

**Nicolas (Comité jeunes de Nantes)**

<http://ete-2011-resistance-ndl.blogspot.com/>



# À LA RENTRÉE, ÇA DOIT PÉTER !

Lors des grandes vacances 2010, Sarkozy et son gouvernement se préparaient à faire passer en force la réforme des retraites à la rentrée. Pendant ce temps, une campagne unitaire contre ce projet se mettait lentement en place.

La réforme a au final été adoptée, mais nous avons connu de septembre à novembre dernier la plus grande mobilisation sociale depuis mai 68, et frôlé la grève générale. Nous avons prouvé qu'une mobilisation massive était possible.

À la rentrée, la situation s'annonce difficile. Suppressions de postes dans les lycées, réforme de la licence... Les coups continuent de pleuvoir. À nous d'être à l'offensive pour préparer la riposte, pour entraîner notre camp social dans la lutte et convaincre que c'est possible de gagner !

## 2011-2012 : Année de grèves et de manifs !

La campagne présidentielle a déjà commencé et on n'a pas fini d'en bouffer... Sarkozy continue sa politique en faveur des plus riches, mais, inquiet pour sa réélection, il tente de la masquer derrière de belles paroles en promettant un moratoire sur les fermetures de classes en 2012. Ce n'est qu'un pauvre rattrapage de sa politique. Il va continuer à nous servir des miettes tout en jouant sur la division. Le gouvernement légitime par des déclarations et des lois racistes toutes les prises de positions les plus réactionnaires, comme celle pour la suppression de la bi-nationalité faite par Goasguen.

### Campagne électorale = paix sociale ?

Avant et pendant les élections, nous devons plus que jamais travailler à l'unité de notre camp social, des immigrés aux RMIstes, en passant par les chômeurs et les salariés de plus en plus exploités. Cette unité passe avant tout par les mobilisations.

Les révolutions au sud de la Méditerranée montrent que c'est dans la rue, par la grève et la lutte de masse qu'on peut arriver à changer

la marche du monde. Ce message a été entendu par de nombreux jeunes, de nombreuses travailleuses et travailleurs qui refusent de payer la crise et ses plans d'austérité. De nombreuses grèves pour des augmentations de salaires ou contre la fermeture d'entreprises ont lieu en France (plus de 700 entre février et juin 2011 !). En Espagne et plus encore en Grèce, la population se rassemble et s'affronte à l'État, revendique l'arrêt des plans de rigueur... À l'heure où nous écrivons, impossible de prédire ce que sera la situation en Grèce quand vous lirez cet article. Le peuple peut mettre un sérieux coup d'accélérateur à l'Histoire. La campagne électorale ne doit pas endormir tout cela.

### Que faire à la rentrée ?

Nous devons étendre la solidarité internationale en dénonçant le rôle de l'État français dans la situation : du soutien aux dictateurs aux interventions militaires, en passant par la direction du FMI qui passe de DSK (PS) à Christine Lagarde (UMP), les élites politiques n'ont qu'un objectif et ce n'est pas le nôtre !

Nous devons nous appuyer sur les journées de mobilisation déjà annoncées comme celle du 27 septembre dans l'Éducation nationale. Le mouvement des indignés a aussi prévu deux dates de mobilisation internationale les 15 septembre et 15 octobre. Nous tenterons d'en faire, plus que des moments de discussions, les occasions de mener des actions contre les préfectures en défense des immigrés, contre les rectorats sur les suppressions de postes, ou encore contre les banques pour dénoncer la dette illégitime. Toutes ces luttes convergeront au contre-G20 de Nice-Cannes en novembre. Cette instance incarne tout ce qui révolte les populations : le pouvoir, l'argent et les décisions illégitimes en faveur d'une minorité. Il existe une autre voie que celle de la défense des marchés financiers : une voie pour tous les peuples, la voie de la solidarité et des luttes collectives !

Caro (Comité Jeunes 92 nord) et Alban (Comité Jeunes du Mans)

## Le mouvement des indignés : un mouvement INTERNATIONAL PLEIN DE LEÇONS

À Paris, le mouvement des indignés a débuté avec un rassemblement de près de 400 personnes devant l'ambassade espagnole, appelé sur Facebook. Parmi elles se trouvaient beaucoup d'étudiants espagnols en Erasmus et des jeunes qui ont dû quitter leur ville d'origine à cause du chômage et de la précarité. Cela explique le caractère international du mouvement des indignés espagnols et les centaines de campements et rassemblements solidaires dans le monde. En France, on a vu des rassemblements, de tailles inégales, dans une cinquantaine de villes.

### La tentative d'un copier-coller en France

L'AG qui s'est réunie à Paris a vite conclu que la seule solidarité conséquente avec le mouvement était de rendre la révolte internationale. Elle s'est déplacée le lendemain à la Place de la Bastille pour s'adresser à la jeunesse et aux travailleurs en France. L'idée n'était pas absurde en soi : le mouvement des indignés grecs a ainsi débuté par un rassemblement d'Espagnols qui est allé de l'ambassade à la Place Syntagma et s'est massifié jusqu'à devenir une véritable révolte de masse.

Construire le mouvement sur une place publique lui a donné une énorme visibilité : entre le 20 et le 29 mai, tous les grands médias sont passés, intéressés par son aspect international et confortés par ses mots d'ordre flous, citoyennistes et pacifistes. Cette visibilité et le « buzz » autour de la « frenchrevolution » ont créé l'illusion chez certains qu'un grand mouvement était déjà en cours en France, alors qu'il n'y avait que quelques centaines de personnes mobilisées ; illusion entretenue par ceux qui voyaient surtout dans le mouvement l'occasion de lancer une campagne électorale axée sur la « révolution citoyenne ».

En réalité, pour plusieurs raisons, la massification n'a jamais eu lieu. D'abord, construire dans une place veut dire s'adresser aux gens en dehors de leur milieu habituel. On a réussi à gagner individuellement des individus intéressés et solidaires, mais pas des franges larges de la population, faute d'une situation explosive comme celle de la Grèce ou l'État espagnol. Les dates, proches des examens et du bac, ont empêché la massification dans la jeunesse. Ensuite, la méfiance du mouvement par rapport aux organisations syndicales et politiques a fait que celles-ci, bien que très présentes



dans la place, ont hésité à y investir tous leurs efforts et leurs ressources.

Enfin, le caractère minoritaire du mouvement et sa situation dans une grande place au milieu de Paris l'ont rendu très vulnérable face à la répression. Les CRS sont parfaitement capables d'empêcher toute tentative de campement et de déloger la place en quelques minutes. C'est ce qui est arrivé le dimanche 29 mai, au moment où le mouvement était le plus massif avec près de 3000 personnes participant aux débats et à l'AG. Le mouvement, déplacé par la suite au boulevard Richard Lenoir, a perdu ce qui était sa principale force : son énorme visibilité.

Les suites du mouvement sont aujourd'hui incertaines, mais ce qui s'est passé est déjà plein de leçons pour les mobilisations qui doivent se préparer à la rentrée. Les mouvements en Grèce et en État espagnol montrent l'énorme capacité de mobilisation de la jeunesse. Le supposé « apolitisme » des jeunes n'est qu'une forte méfiance par rapport aux partis institutionnels. L'auto-organisation, la démocratie dans le mouvement et la lutte contre toute forme de récupération restent des éléments stratégiques clés pour mobiliser dans la jeunesse.

Alexandro (Comité Jeunes Sorbonne)



# ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Depuis sa nomination au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Valérie Pécresse et Laurent Wauquiez maintenant mènent une politique de destruction des universités. La LRU est sa mesure la plus célèbre. Aujourd'hui le gouvernement nous attaque sur deux fronts différents, visant d'une manière ou d'une autre à déréglementer l'Enseignement supérieur, à rendre inégales les formations d'une université et d'une étudiant-e à l'autre.

## Nouvelle Licence : Une réussite pour les besoins du patronat !

Dans le prolongement du plan « Réussite en licence » engagé en 2007, les grandes lignes de la nouvelle licence ont été exposées le 22 juin 2011. Quatre mesures ont été présentées comme une « valorisation » du diplôme :

- L'orientation dès la terminale
- L'encadrement
- Le contenu des diplômes
- La professionnalisation des cursus

Elles n'ont, au regard des expérimentations menées sur plusieurs campus depuis la LRU, que deux buts :

- Accroître la concurrence entre les universités
- Offrir un cadre dans lequel elles créent des formations rentables au service des entreprises.

L'arrêté licence qui définit l'organisation des enseignements, les modalités d'examens, les conditions d'accès et de validation du diplôme, a régulièrement fait l'objet de « réécritures ». En 2002, le cadrage national des diplômes a été supprimé par les décrets Lang, ce qui avait inauguré la réforme licence-master-doctorat (LMD) et la casse des diplômes. La nouvelle licence consolide cette politique autour de plusieurs

axes dont la mise en place du contrôle continu systématique qui pénalisera les étudiants salariés alors même qu'un étudiant sur deux est contraint à travailler pendant ses études.

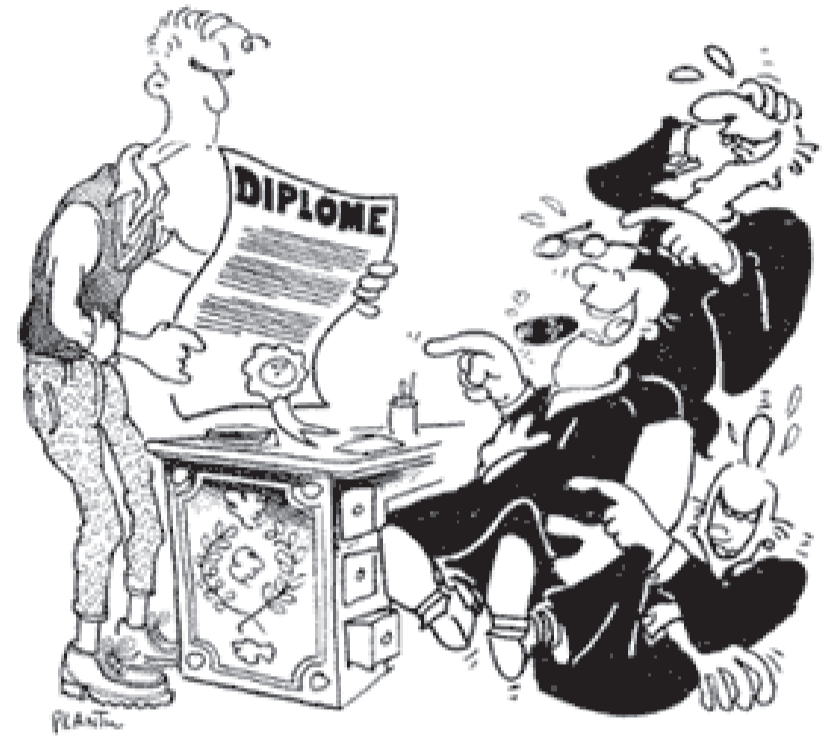
La procédure Admission post-bac (APB) met en place une sélection dès le lycée. Un parcours de soutien pour les étudiants jugés en difficulté sert, en fait, à les réorienter vers des filières techniques les plus soumises aux intérêts patronaux. Les universités touchées par les politiques de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux (loi RGPP incluse dans la LRU) ne peuvent recruter des postes de fonctionnaires, d'enseignants ou de personnels alors même que de nombreuses universités sont en sous-effectifs. Le recours systématique à des contrats précaires et les problèmes de sur-effectifs sont les conséquences de cette politique. L'augmentation du volume horaire dans les cursus proposée par la nouvelle licence (1500h sur les trois ans, donc environ 20 heures/semestre) ne s'accompagnera pas d'une augmentation de moyens bien au contraire.

En ce qui concerne le contenu des diplômes, il s'agit de mettre en place :

- Une L1 « pluridisciplinaire », organisée autour de portails avec trois matières, dont une de spécialisation
- Une L2 avec un début de spécialisation. On revient à un système classique avec une matière fondamentale mais l'essentiel des enseignements complémentaires ont un caractère professionnalisant et non qualifiant (langue vivante, informatique, remise d'un projet professionnel, stages...)
- Une L3 avec des stages presque systématiques

Ces compétences permettent de faire économiser aux patrons la formation pratique de leur main d'œuvre. Faire des stages gratuits ou sous payés précarise les étudiants qui deviennent corvéables à merci en toute légalité. Les stagiaires sont essentiels pour de nombreux secteurs d'activité. De ce point de vue, les modifications des contenus est un enjeu important pour la bourgeoisie. C'est le démantèlement du droit du travail qui est à l'œuvre dans cette nouvelle destruction des diplômes.

Rajaa (Comité Jeunes Sorbonne)



## Le bac à la poubelle ?

Copies de philo non récupérées par des profs dans l'académie de Créteil, fuites des sujets sur internet... Comme chaque année, on entend dire qu'il faut réformer le bac, d'autant qu'avec un taux de réussite très élevé (77%), il serait « donné » aux élèves.

### « Le niveau baisse » ?

Depuis l'instauration de différentes filières en 1968, le taux de bacheliers parmi les jeunes en âge de l'être est passé de 20% à 67%. La diversification des filières et l'instauration du collège unique ont permis à une majorité de jeunes de poursuivre des études au-delà du BEPC (ancêtre du brevet). Donc le niveau général ne baisse pas, il augmente ! Le niveau du bac lui-même baisse-t-il ? Pas vraiment. Les lycéens (et leurs parents) savent que la filière S est plus valorisée que les autres. Viennent ensuite ES, L, STG, STL, ST2S, STI et enfin les bac pro.

Le bac S est celui qui demande le plus de polyvalence. Il permet d'être admis aussi bien dans des filières sélectives scientifiques, techniques, médicales, littéraires, économiques, commerciales, etc. Or, le taux de bacheliers S est aux alentours de... 20%, comme le bac unique d'avant 68 !

### Le contrôle continu comme solution ?

Pourquoi donc raconter que « le niveau baisse » ? Pour que, justement, on ne puisse pas gueuler contre sa dévalorisation !

En 2005, Fillon proposait (avant de reculer) de faire passer le bac en contrôle continu : au lieu d'épreuves nationales au mois de juin, ce seraient les moyennes obtenues tout au long de l'année qui compteraient.

L'idée revient régulièrement : ce serait moins stressant, cela donnerait le droit à l'accident, éviterait la pagaille administrative, les fuites, etc. Depuis l'année dernière, il est entré en vigueur en pro pour la plupart des épreuves (hormis le français et l'histoire-géo), dans l'indifférence générale. Pourtant il s'agit d'une des pires attaques possibles :

- Il n'y a plus d'anonymat des copies (sympa si un prof veut saquer un élève)

- Les épreuves ne sont plus nationales, il n'y a plus d'égalité dans la notation et dans les sujets. Les critères de correction sont plus ou moins sévères selon le niveau de chaque lycée ; par exemple, un élève « moyen » en ZEP sera considéré comme « faible » dans un bahut de centre-ville... Et donc moins bien noté

- Des tas de magazines publient chaque année des palmarès officiels des « meilleurs » lycées : le bac obtenu en ZEP, même avec des bonnes notes, est dévalorisé par rapport à celui obtenu dans un établissement « réputé »

Dans ces conditions, c'en est fini du bac national, garantissant à tout le monde un même accès à l'enseignement supérieur.

### La réforme is back !

La stratégie du gouvernement, une réforme qui s'applique année par année sur trois ans, vise aux mêmes effets que le contrôle continu :

- Des choix d'options à la carte : même au sein d'une même filière, on n'aura une majorité d'épreuves différentes d'un élève à l'autre

- Des modules complémentaires qui façonnent le parcours du futur étudiant : selon qu'on choisit (ou qu'on nous impose) des cours de rattrapage, des stages en entreprise ou des cours d'approfondissement, on aura plus ou moins de chance de continuer dans le supérieur. Quelques élèves se prépareront à faire des études longues (bac+5) ; la majorité acquerra des « compétences » pour s'intégrer au marché du travail avec un niveau bac+2 (DUT, BTS) ou bac+3 (licence ou licence pro) de moins en moins reconnus dans les conventions collectives (les accords sur les salaires et les conditions de travail dans chaque branche)

- Des inégalités territoriales flagrantes : tous les lycées n'ont pas les mêmes moyens, ne proposent pas les mêmes enseignements complémentaires ou autant de dédoublements de classes. Tous sont invités à définir un « projet d'établissement ». Ici, on espère simplement que les élèves aient le bac et on mettra le paquet sur le soutien. Là, on veut qu'ils aillent tous en prépa et en grandes écoles : on favorisera l'approfondissement.

Vous avez dit « lycées d'élite et lycées-poubelles » ?

JB (Comité Jeunes 92 nord)

## Fusions et restructurations des universités

Acclamée par Pécresse, la fusion aurait pour tâche d'accroître la compétitivité et l'attractivité internationale. C'est pour cette raison que la ministre favorise le regroupement entre les universités pour constituer des « pôles d'excellence ». Il faut que les universités françaises suivent le « modèle anglo-saxon ».

Ces pôles d'excellence s'appuient sur les PRES (Pôles de recherche et d'enseignement supérieur) qui devaient créer un espace de collaboration entre les chercheurs. Dans certaines académies, la coopération entre les universités donne lieu à des processus de fusion. Ces PRES regroupent des universités et des écoles qui ne sont pas toutes publiques.

Quelques conséquences :

- Une sélection sociale, par exemple sur l'accès au logement, puisqu'il n'y aura plus qu'une fac dans la

région. Exit les petites universités de proximité ! Les étudiant-es les plus pauvres auront plus de mal à accéder à une formation universitaire.

- Une gestion entrepreneuriale : on ne gère pas une fac de 80 000 voire 100 000 étudiant-es comme une de 15 000 ! Il y aura sans surprise un manque de représentativité d'élus étudiant-es dans les conseils de la fac, au profit d'élus extérieurs à l'université, tels des représentant-es régionaux ou des industriels. Il faut bien trouver des thunes chez les entreprises puisque l'État s'en désengage !

- Le désengagement de l'État se fait sentir d'autant plus dans le statut de « grand établissement » : un statut dérogatoire qui permet à un établissement universitaire de ne pas être soumis aux principales règles qui régissent le service public d'enseignement supérieur.

Les diplômes délivrés par ces sites

n'auront pas la même valeur que ceux délivrés dans d'autres facs. Des PRES ou des grands établissements peuvent les délivrer en lieu et place des universités.

Le tout se fait dans un contexte de suppressions massives de postes, comme c'est le cas dans d'autres fusions que connaissent les services publics tel la Poste ou les hôpitaux. Le projet a déjà été refusé en conseil en Lorraine, par les facs de Nancy et Metz. Il faut s'attendre à d'autres offensives. Le ministère ne lâchera pas l'affaire si facilement. Les fusions touchent également les sites d'Aix-Marseille, de Strasbourg et du Nord-Pas-de-Calais.

Ben (Comité Jeunes de Lille)

# LE 27 SEPTEMBRE, GRÈVE DE L'ÉDUCATION NATIONALE : TOUS ET TOUTES DANS LA RUE!

Comme un malheur ne vient jamais seul, les lycées vont connaître la plus grosse vague de suppressions de postes (à égalité avec l'année dernière) en même temps que la réforme de la première.

## L'ÉTAT BRADE L'ÉDUCATION NATIONALE

### Les suppressions de postes depuis 2007

À savoir : les suppressions de postes n'ont pas commencé en 2007 mais en... 1997, sous la gauche ! En dix ans (cinq ans de gauche, cinq de droite), ce sont presque 30 000 postes qui ont disparu. Depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, la destruction s'est accélérée.

Rentrée 2007 : 12 000  
Rentrée 2008 : 11 000  
Rentrée 2009 : 13 500  
Rentrée 2010 : 16 000  
Rentrée 2011 : 16 000

**Total sous Sarkozy : 68 500**

**Total depuis quinze ans : plus de 100 000**

À côté du gouvernement, n'importe quelle boîte qui licencie fait petits bras !

### La suppression de ces postes c'est :

- des classes surchargées (les cours avec plus de quarante élèves deviennent monnaie courante)
- des établissements qui perdent leur statut ZEP car il limitait le nombre d'élèves par classe
- un apprentissage moins efficace : les rares classes à moins de vingt-cinq n'ont plus droit aux dédoublements pour les cours de langue ou les heures de soutien

### Les DHG

Chaque année, en février, l'académie donne à chaque lycée sa dotation horaire globale (DHG), le nombre d'heures d'enseignement par matière pour l'année suivante. Avec les réformes en cours, les chefs d'établissements ont plus de liberté pour les répartir. Ils ne se contentent plus de suivre le programme national (par exemple, telle filière a tant d'heures de math par semaine), mais peuvent décider de donner plus ou moins d'heures de soutien à certains, d'heures d'approfondissement à d'autres, de mettre en place ou de supprimer des options, etc.

Les DHG sont (encore pour le moment) attribuées en fonction du nombre d'élèves que l'établissement aura à la rentrée. Problème : comment le deviner en février ? Le rectorat établit une fourchette basse des besoins de chaque établissement (en imaginant qu'il n'y aura aucun redoublement, aucun déménagement, qu'aucun élève hors secteur ne viendra pour faire une option qui n'existe que là...). Forcément, il dit qu'on peut supprimer des postes un peu partout. Quand, en juin, on sait combien il y aura réellement d'élèves, il est trop tard : les postes ont été supprimés !

L'Éducation recourt donc aux heures supplémentaires.

Les suppressions de poste et la baisse des DHG provoquent :

- des problèmes de gestion des emplois du temps à la rentrée, par exemple les options d'une classe posées sur la même plage horaire !
- une surcharge de travail pour les profs
- une inégalité entre les bahuts où il y a un fort taux de réussite et ceux où il y a beaucoup de redoublements, ces derniers sont très éloignés en juin de la prévision de février
- des élèves empêchés de redoubler dans leur lycée d'origine et/ou de choisir leurs options

Leila (Comité Jeunes 92 nord)

## Ce n'est pas aux (jeunes ou vieux) TRAVAILLEURS DE PAYER LA CRISE !

En Europe, le bras de fer pour savoir qui va payer pour la crise de l'économie capitaliste s'intensifie, du moins du côté de l'offensive menée par les gouvernements et les patrons contre les salariés et la population.

### Double peine pour les travailleurs et la jeunesse

En tant que salariés, nous sommes touchés de plein fouet par le chômage, les licenciements, les baisses de salaires et la précarisation. Avec la crise, le chômage a encore augmenté, atteignant jusqu'à 9,7 % dans la population active, 24,2 % chez les moins de 24 ans (1) et 37 et 43 % pour les jeunes femmes et hommes des quartiers populaires. Les licenciements, conséquences à la fois du ralentissement de la consommation mais également de la volonté des patrons de maintenir des taux de profit élevés pour les actionnaires, ne vont pas arranger la chose, comme la fermeture de PSA Aulnay pour 2014 dans le 93, département qui a le plus haut taux de chômage du pays.

Quand on trouve un boulot, c'est avec une précarité toujours plus grande : intérim, CDD... La réponse du gouvernement au

chômage des jeunes, c'est la création de 400 000 nouveaux contrats d'apprentissage d'ici quatre ans, avec des exonérations de charges sociales et des primes à l'embauche pour les entreprises. Mais personne ne parle d'augmenter les salaires des apprentis qui sont de 25% du SMIC pour les moins de 18 ans !

Nous sommes également touchés par la crise en tant que contribuables (la première recette de l'État est la TVA, l'impôt sur la consommation, le plus inégalitaire car le taux est le même quels que soient les revenus) et usagers des services publics : l'argent qu'on nous vole sert à renflouer les banques alors que les services publics sont attaqués. La réforme des retraites avait pour but de rassurer les marchés après qu'ils aient menacé en avril 2010 de prêter de l'argent à l'État français à un taux plus élevé s'il ne montrait pas qu'il était bien capable de faire payer la crise à sa population.



### Refuser de payer la crise... Mais comment ?

Nous ne sommes responsables ni de la crise de l'économie capitaliste ni de la dette. En France, elle est constituée majoritairement de cadeaux faits aux riches depuis vingt ans (baisses d'impôts, privatisations) et du soutien aux banques depuis le début de la crise en 2007.

Il faut être de toutes les luttes quotidiennes, tout simplement pour

ne pas être démoralisés et écrasés par le rouleau compresseur capitaliste. Mais il nous faut aussi mettre en avant des revendications qui permettraient d'aller vers un « tous ensemble », un rapport de force prolongé avec le gouvernement et le patronat où les salariés en grève, la jeunesse scolarisée et la population diraient leur refus de payer la crise et la dette !

Nul ne sait quelle revendication précise constituera l'étincelle. Les plans d'austérité qui frappent les peuples espagnol et grec et qui risquent de nous frapper demain nous donnent des pistes. Alors que le FN propose le repli nationaliste et la sortie de l'euro, ce qui ferait payer la crise aux travailleurs par d'autres moyens (un retour au franc signifie la possibilité de créer de la monnaie pour payer la dette, mais cela fera augmenter les prix alors que les salaires ne suivront pas), nous devons mettre en avant un programme d'urgence qui conteste également le pouvoir des banques :

- Pas de salaire et de minima sociaux en dessous de 1600 euros, indexé sur les prix à la consommation !
- Interdiction des licenciements !
- Nationalisation des banques sous contrôle des salariés et de la population !

N'attendons pas 2012 pour nous battre, n'acceptons pas de paix électorale ! Comme les indignés de Grèce ou d'Espagne et les peuples arabes en lutte, refusons de payer la crise du système et refusons de payer la dette.

Stan (Paris)

(1) Le chômage des jeunes (18-25 ans) est néanmoins gonflé artificiellement. On prend en compte l'ensemble des jeunes, y compris les 70% d'entre eux qui sont scolarisés. Mais c'est un bon moyen de justifier les contrats précaires type CPE ou apprentissage.



## IL Y A 140 ans...

## La Commune de Paris

La Commune de Paris est la première expérience de gouvernement ouvrier qu'ait connu l'humanité. Le 4 Septembre 1870, la IIIe République est proclamée après la défaite de Napoléon III devant l'armée prussienne. L'opposition bourgeoise arrive au pouvoir derrière Adolphe Thiers. Arrivée au pouvoir elle ne remet pas en cause le système et ne veut aucune réforme sociale. L'assemblée constituante élue est majoritairement royaliste et compte s'allier au Premier ministre allemand, Bismarck, pour remettre en place le trône. Face au siège de Paris, le peuple peut alors compter sur l'armée régulière, la Garde nationale et 450 000 fusils distribués à la population. Mais les préparatifs militaires sont insuffisants (manque d'hommes, de vivres, peu de fortifications).

Le 22 janvier 1871, la Garde nationale, composée en majorité de travailleurs, est dispersée par une fusillade alors qu'elle allait demander des comptes à l'état-major, ce qui scelle son divorce avec les troupes gouvernementales. Le 28 janvier, l'armistice entre la France et l'Allemagne est proclamée. Les gardes nationaux se constituent en fédération et élisent des délégués, qui ont le droit de révoquer leurs chefs militaires. Lors de l'entrée de l'armée prussienne dans Paris, le 1er mars, la ville se couvre de barricades. Le gouvernement provisoire, complice de l'invasion, en profite pour prendre une série de mesures provocatrices comme la suppression de la solde pour les gardes nationaux.

Le 18 mars, le gouvernement essaie de saisir les canons de la Garde nationale. Le peuple accourt et empêche les soldats de manœuvrer, ces derniers fraternisent avec la population et se tournent contre leurs généraux ! Le gouvernement, alors installé à Bordeaux pour fuir la guerre, s'installe à Versailles pour écraser l'insurrection. Il y est rejoint par les dirigeants politiques restés à Paris.

L'Association internationale des travailleurs (AIT ou Première internationale) déclare alors : « Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques ». La Commune est proclamée !

## Les réalisations de la Commune

Avec la fuite des bourgeois, les administrations sont désorganisées. La Commune va s'attacher à remettre en marche les organes vitaux comme la Poste et ouvrir des boutiques où sont vendus des vivres à faibles coûts pour permettre aux plus pauvres de se nourrir.

Les communards inventent une nouvelle société. L'école devient obligatoire, gratuite et laïque. Des institutrices remplacent les bonnes sœurs. De nombreuses décisions ont un contenu de classe : interdiction du travail de nuit, interdiction du travail des enfants, journée de huit heures, interdiction des amendes et retenues sur salaire, qui fournissaient aux employeurs un moyen de contrôle sur les salariés, remise des loyers de l'hiver 1871...

D'autres mesures laissent entrevoir une marche vers une société débarrassée de l'exploitation. Il s'agit d'abord de contrôler les salaires versés aux travailleurs par les patrons dans le cas de commandes d'État, et de confier de plus en plus ces commandes à des organisations ouvrières. L'autre mesure porte sur la réquisition par les travailleurs des ateliers abandonnés par leurs patrons. Elle vise à remettre entre les mains de la classe ouvrière les moyens de production.

De telles réalisations ne sont possibles que par un début de démocratie directe. Des délégués sont élus, mandatés et doivent rendre des comptes. Aucun ne reçoit de solde supérieure au salaire ouvrier.

## La place des femmes

Les femmes occupent une place centrale. Ce sont elles qui voient arriver les soldats le 18 mars lorsqu'ils veulent se saisir des canons parisiens. Elles s'organisent alors pour tenter de les rallier à la cause parisienne. De nombreuses femmes se mettent en travers de leur chemin, tandis que d'autres vont sonner les églises et réveiller les hommes pour appeler à un rassemblement général.

Après la proclamation de la commune, elles s'expriment dans les discussions, portent des revendications... Tandis que les hommes sont payés quatre francs par jour, les femmes ne reçoivent que 2F, ce qui est loin de suffire pour nourrir une famille. On estime entre 20 000 et 30 000 le nombre de femmes obligées de se prostituer après leur travail. C'est d'un bloc qu'elles réclament du travail pour vivre dignement, la fermeture des maisons closes, l'accès à l'école laïque...



Beaucoup manifestent leur colère contre les institutions religieuses qui les éduquent à devenir femme au foyer modèles. Pour elles, la religion symbolise la hiérarchie posant l'homme au-dessus de la femme, et l'oppression de celle-ci. Des figures comme celles de Louise Michel et Elisabeth Dmitrieff émergent parmi des dirigeantes de la Commune.

Pour autant, et bien que des avancées sociales aient été réalisées, les femmes n'obtiennent pas le droit de vote dans les assemblées. Peut-être que ce combat aurait fini par être gagné, si la Commune ne s'était pas éteinte aussi tôt.

## Les raisons de l'échec

Les révolutionnaires parisiens sont isolés. Hormis dans quelques grandes villes (Lyon, Marseille, Toulouse, Saint-Étienne, Le Creusot...), la Commune ne s'étend pas. Le prolétariat est insuffisamment développé pour s'insurger partout. Dans un certain nombre de villes ouvrières, l'insurrection est brisée en quelques jours (comme à Saint-Étienne) ou en quelques heures (comme au Creusot) par une garnison locale.

« Paris ne veut en imposer à personne ; il ne lutte pas pour la dictature, si ce n'est pour la "dictature de l'exemple". » (L. Trotsky). Cette situation est notamment due au tâtonnement de la classe ouvrière, qui est sans parti révolutionnaire, parti dont le but aurait été de donner une direction et une stratégie pour mener à la prise du pouvoir par les travailleurs. Au lieu de cela, la Commune laisse l'État restaurer son autorité sur le territoire, recomposer son armée (avec la complicité de Bismarck) pour finalement attaquer. Elle ne remet pas en cause la propriété privée, empruntant par exemple de l'argent à la Banque de France en signant des reconnaissances de dette !

Il ne faut cependant pas « accabler » outre mesure les Communards. Ils ont fait ce qu'ils ont pu, avec les moyens dont ils disposaient. Les ouvriers sont le fer de lance de la Commune. Ce sont eux qui empêchent la prise des canons le 18 mars, qui sont les hommes et les femmes les plus déterminés et composent la majorité des soixante-et-onze membres élus de la Commune. L'expérience se clôt tragiquement par la « Semaine sanglante », du 21 au 28 mai. Les soldats versaillais massacrent le peuple parisien et font 30 000 morts, des milliers d'arrestations, avec des peines de bague et de déportation. La bourgeoisie semble parvenir à ses fins, le mouvement ouvrier est décapité... La Troisième République naît dans le sang des insurgés, prouvant à la bourgeoisie que le modèle républicain peut être aussi efficace que la monarchie ou l'Empire pour servir ses intérêts.

La Commune quant à elle montre au mouvement ouvrier qu'on ne peut composer avec l'État, qu'il faut s'organiser indépendamment de lui, qu'il n'y a rien à attendre d'un changement de régime si on ne change pas les rapports de forces entre les classes... C'est forte de cette expérience que la classe ouvrière se relèvera pour reprendre le chemin des grèves...

Sophie et Benjamin (Comité jeunes Caen)



Une barricade près de Charonne le 18 mars 1871



Louise Michel, Paris 1871



## « POST SCRIPTUM » :

**Les FILMS que tu n'as pas vus cette année au cinéma mais que tu PEUX MAINTENANT TÉLÉCHARGER**

**Debtocracy : un documentaire pour comprendre, convaincre et proposer des solutions !**

Debtocracy est un documentaire grec, indépendant disponible sur internet (<http://www.debtocracy.gr/indexen.html>) sous-titré en français.

Aris Chatzistefanou, journaliste, est licencié par la chaîne de radio où il travaille à cause de son engagement politique. Avec l'aide du professeur Lapavistas de l'université de Londres, de Samir Amin et d'autres intellectuels le film essaie d'expliquer les raisons de la crise, ainsi que les ressorts de la dette publique. Une explication de la crise « grecque » qui prend aujourd'hui une ampleur européenne.

**Caméra militante, Carole Roussopoulos (coffret de films féministes)**

Carole Roussopoulos (1945-2009), réalisatrice et militante féministe d'origine suisse, fut une pionnière et une figure majeure de l'usage militant de la vidéo. Elle fonda au début des années 1970 le premier groupe « Vidéo Out » pour donner la voix aux opprimés et aux exclus que les médias refusent d'écouter.

Une série de six films tournés durant la « décennie rouge » post mai 68 témoignent de son engagement dans les luttes aux côtés ouvrières des usines Lip, aux côtés des prostituées de Lyon, dans les combats pour le droit à l'avortement et à la contraception gratuite, la lutte des mères des détenus basques... Son travail militant oeuvra à faire connaître le Mouvement de Libération des Femmes (MLF), ainsi que le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR).

### Textes

- Nicolas Brenez. Carole Roussopoulos ou « l'attention créatrice »
- Jean-Paul Fargier. La vidéo militante contre la télévision
- Hélène Fleckinger. Une caméra à soi
- François Bovier. Images de Lip
- Carole Roussopoulos avec Hélène Fleckinger. Marcher le nez au vent

### Films

- Genet parle d'Angela Davis (1970, 7 min)
- Le F.H.A.R. (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) (1971, 26 min)
- Monique (Lip I) (1973, 25 min)
- Christiane et Monique (Lip V) (1976, 30 min)
- S.C.U.M. Manifesto (avec Delphine Seyrig) (1976, 27 min)
- Maso et Miso vont en bateau (avec Nadja Ringart, Delphine Seyrig et Ioana Wieder) (1976, 55 min)

[www.carole-roussopoulos.com/](http://www.carole-roussopoulos.com/)  
[contact@carole-roussopoulos.com](mailto:contact@carole-roussopoulos.com)

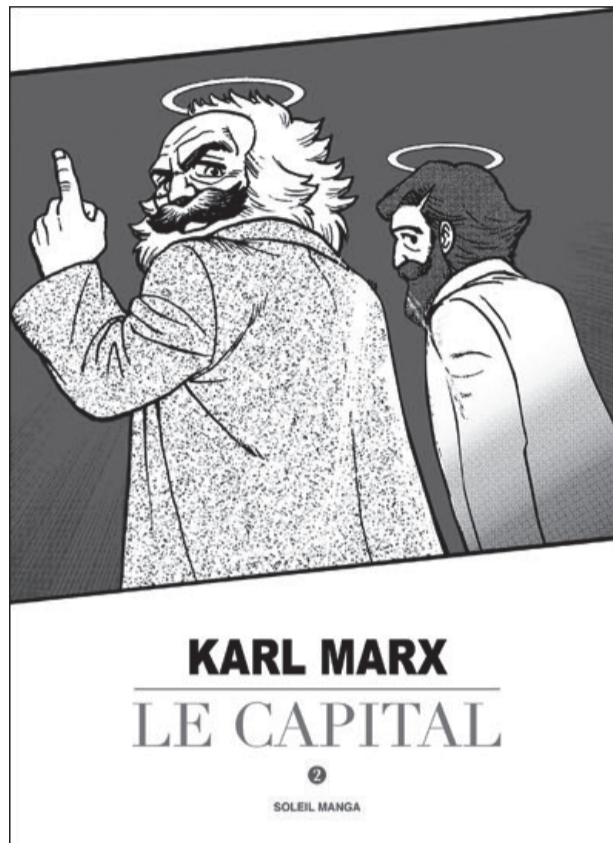
**Françafrique : 50 années sous le sceau du secret. Documentaire de Patrick Benquet. [www.patrickbenquet.info](http://www.patrickbenquet.info)**

Ce documentaire montre l'impitoyable cohérence du système de la Françafrique mis en place à la fin des années 50 par De Gaulle, pour conserver le contrôle politique sur les anciennes colonies d'Afrique noire, sur le pétrole et les ressources minières jugées vitales pour les intérêts Français.

La continuité est flagrante de De Gaulle à Sarkozy, et les épisodes de la « gauche » au pouvoir n'ont en rien changé la culture du secret. La « Françafrique » se dévoile partiellement, avec le témoignage de responsables politiques ayant participé à cette tragique histoire au cours des cinquante dernières années.

**Les LIVRES à LIRE SUR LA PLAGE POUR BRONZER INTELLIGEMMENT**

**Le Capital, Karl Marx, deux tomes, Soleil Manga**



Daniel Bensaid disait du Capital de Marx qu'il était « le grand roman noir » du capitalisme, et invitait à le lire comme un polar. L'adaptation en manga est à la hauteur des espérances.

Cet ouvrage de vulgarisation met en scène Robin, vendeur de fromages sur un marché. Encouragé par sa rencontre avec un investisseur, ce dernier transforme sa petite activité familiale en véritable industrie. Le résultat, c'est l'augmentation des cadences, les mauvais traitements pour les ouvriers, la baisse de la qualité.

Les deux tomes expliquent de façon pédagogique le concept de la plus-value, mais aussi la formation du capital et les crises du capitalisme.

**Sans patrie ni frontières, Jan Valtin, Editions Acte Sud, 1997**

Roman autobiographique. Paru en 1947.

Le récit incroyable de la vie de Jan Valtin, de son vrai nom Herman Krebbs. Né en 1904, militant communiste à Hambourg et syndicaliste « dur » à 16 ans, marin naviguant aux quatre coins du globe et parlant plus de dix langues, il est alors l'un des meilleurs agents de l'internationale communiste.

Obéissant aux consignes du Parti Communiste malgré ses doutes, Valtin finira par suivre la politique stalinienne, désignant alors la social-démocratie allemande comme l'ennemi principal alors que le mouvement fasciste était en plein essor. Comme des milliers de socialistes et communistes, il sera emprisonné dans les premiers camps de concentration. Bientôt pourchassé par la Gestapo et les tueurs staliniens de la Guépéou, il s'exilera aux Etats-Unis sans jamais renier ses engagements.

Ce roman autobiographique dévoile tout un pan de l'histoire des militants qui durant les années 30 ont su résister à

la barbarie et continuer à porter leurs idéaux, sans jamais renoncer. Sans patrie ni frontières se lit comme un roman d'aventure, passionnant aussi bien pour les militants que pour les novices.



**10 jours qui ébranlèrent le monde, John Reed. 1918**



John Reed, journaliste, poète et révolutionnaire américain, avait déjà assisté au soulèvement mexicain de 1911. Dans « 10 jours qui ébranlèrent le monde », il traite de façon vivante de la révolution de 1917 en Russie. Dans une Europe en guerre depuis trois ans, la victoire des travailleurs russes et des paysans, leur appel à une paix immédiate, suscite un immense espoir.

Il devient possible de construire un monde nouveau. Reed s'étend sur les premiers mois d'existence du nouveau pouvoir qui tient ses promesses, sur la réforme agraire comme sur la question de la paix.

Il s'intéresse aux adversaires des Bolcheviks, suit leurs tentatives pour s'opposer à la marée montante révolutionnaire. Son travail de journaliste rend compte de l'éveil politique de tout un peuple.

Un ouvrage qui malgré les années n'a pas vieilli, accessible et passionnant.

### Bibliographie de la formation :

- Prosper-Olivier Lissagaray, L'histoire de la Commune de 1871
- Lénine, chapitre III de L'État et la révolution
- Léon Trotsky, Les leçons de la Commune
- Tout est à nous la revue, spécial sur la Commune, mars 2011
- Karl Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte
- Karl Marx, La guerre civile en France 1871
- Friedrich Engels, L'origine de la famille de la propriété privée et de l'Etat
- Jean Bron, Histoire du mouvement ouvrier français Tome 1
- Louise Michel, La Commune, histoire et souvenirs
- Jules Andrieu, Notes pour servir à l'histoire de la Commune de Paris de 1871

# MOTS CROISÉS ANTICAPITALISTES

## HORIZONTAL :

- I : Il a préféré l'austérité à la ciguë (et a pris sa retraite avec philosophie)
- II : C'est comme le gouvernement : on en a plein le dos !
- III : Un guide pour les révolutions arabes ?
- IV : Cette section de la Quatrième internationale n'est pas faussement intelligente ; une station qui ne fait pas la vaisselle ; son candidat n'est pas un des siens
- V : A fait les beaux jours du mouvement anti-guerre ; en novembre, on n'y manifesterait pas si gentiment
- VI : République populaire, surtout chez les touristes ; nos aïeux y ont tiré des tracts
- VII : Notre système démocratique ne l'est pas ; un mouvement franchement engagé
- VIII : Si Freud avait parlé verlan ; le contre-espionnage de la francafrique ; un chiffre très international
- IX : Sans être marin ou polluant, il a détruit le Corail ; irish cocktail explosif
- X : Comme MAM après avoir lu le Canard enchaîné ; comme un pied dans les fantasmes de Tron
- XI : Surnom de certains policiers ; parfois lyriques

## VERTICAL :

- A : Peut être démocratique ou libéral s'il est au PS ; retires
- B : Toujours contre la capitale ; à éviter quand on fume la moquette
- C : N'a pas besoin d'une loi pour nous faire travailler plus ; herbe marine
- D : L'île de France ; toujours troisième après me et te ; Sarkozy prend des zef
- E : S'il est militaire, il peut chasser ; détermine le masculin ; salut de jeune plus si jeune que ça
- F : Au sommet de la pyramide des places to be ; comme la social-démocratie au capitalisme
- G : Sa mauvaise image lui colle aux basques ; on aimerait que les patrons voyous (au moins) le soient
- H : Il a fait jouer les premiers possesseurs de portables
- I : Pièce de charrue ; la rébellion des mèches ; s'il est nouveau, il est encore petit
- J : Parti dissout en 1969, mais de lui-même ; entre nous et eux

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										
XI										

## Qui a DIT QUOI ?

## Rends à chacun sa PHRASE !

1 : « Celui qui a le plus petit pouvoir peut empêcher de faire une petite chose, mais celui qui a le plus grand pouvoir ne peut pas permettre de faire une petite chose. Le pouvoir de dire non, en fait, n'existe... Existe ! Et le pouvoir de dire oui, non ! »

2 : « Des gens intelligents, il y en a 5 à 6% ; moi je fais campagne pour les cons. »

3 : « Si on met la voiture France à l'envers, nous n'aurons plus la capacité de rebondir. »

4 : « Le pétrole est une ressource inépuisable qui va se faire de plus en plus rare. »

5 : « Je voulais voir les Antilles de vive voix. »

6 : « Le Dalai Lama, vous le trouvez sympathique parce que vous avez lu Tintin au Tibet ? »

7 : « La Seine-Saint-Denis ne doit pas devenir pour la France ce que fut le Kosovo pour la Serbie. »

8 : « La retraite, ce n'est pas la mise en retrait mais l'occasion de retraiter sa vie. »

9 : « Le PC est mort mais il a encore de l'avenir devant lui. »

10 : « Les Verts sont capables du meilleur comme du pire ; mais c'est dans le pire qu'ils sont les meilleurs. »

11 : « Des charters, c'est des gens qui partent en voyage, en vacances, avec des prix inférieurs. Là, ce sera totalement gratuit... »

12 : « Après le mariage homosexuel, bientôt l'adoption ! (...) À quand la dépénalisation du viol ? »

a. Bernard Laporte

b. Nicolas Sarkozy

c. Dominique de Villepin

d. Bruno Gollnisch

e. Françoise de Panafieu

f. Jean-Pierre Raffarin

g. André Chassaigne

h. Édith Cresson

i. Gabriel Cohn-Bendit

j. George Frêche

k. Jacques-Alain Bénisti

l. Jean-Luc Mélenchon

## QUIZZ : PUTAIN DIX ANS !

**Voilà neuf ans que l'UMP est au pouvoir en France. Qu'as-tu retenu de cette quasi décennie ?**

- 1 - En 2002, Jacques Chirac est réélu président avec 82,21%, un record historique... Classe, du plus grand au plus petit score, ces autres chefs d'État confortablement réélus dans les années 2000 :  
A - Bachar el-Assad (Syrie) en 2007  
B - Zine el-Abidine Ben Ali (Tunisie) en 2009  
C - Abdelaziz Bouteflika (Algérie) en 2009  
D - Saddam Hussein (Irak) en 2002  
E - Alexandre Loukachenko (Biélorussie) en 2010  
F - Hosni Moubarak (Égypte) en 2005  
G - Alvaro Uribe (Colombie) en 2006

2 - Les chefs d'État aiment à changer de Premier ministre souvent, afin de mener la même politique et de ne pas dégager eux-mêmes. Combien se sont succédés à Matignon depuis juin 2002 ?  
A - 2  
B - 3  
C - 4  
D - 5

3 - Lors du remaniement de février 2011, qu'a dit Nicolas Sarkozy à propos de MAM dans son discours ?  
A - « Casse-toi pauvre conne »  
B - « Michèle Alliot-Marie n'a jamais fait partie de mon gouvernement »  
C - « Madame Alliot-Marie est partie se reposer sur le yacht du colonel Kadhafi »  
D - Il n'a pas mentionné son nom

4 - Lequel de ces sinistres individus n'a pas été ministre de l'Éducation nationale depuis 2002 ?

- A - Luc Ferry
- B - François Fillon
- C - Gilles de Robien
- D - Xavier Bertrand
- E - Xavier Darcos
- F - Luc Chatel

5 - À qui doit-on les licences professionnelles, diplômés financés par le privé, adaptés à un poste spécifique et non reconnus dans les conventions collectives ?

- A - François Bayrou
- B - Luc Ferry
- C - Valérie Pécresse
- D - Jean-Luc Mélenchon

6 - Parmi les personnalités suivantes, laquelle n'a jamais été condamnée par un tribunal ?

- A - Alain Juppé
- B - Brice Hortefeux
- C - Éric Woerth
- D - Patrick Balkany
- E - Patrick Devedjian

7 - Le soir de son élection, Sarkozy dîne avec une cinquantaine d'amis au Fouquet's. Qui ne figure pas dans les invités ?

- A - Bernard Arnault
- B - Martin Bouygues
- C - Laurence Parisot
- D - Serge Dassault

8 - Ségolène Royal déclarait à propos d'une loi de Sarkozy : « La réforme est bonne, le gouvernement doit mettre les moyens nécessaires pour ne pas la gâcher ». De quoi parlait-elle ?

- A - De la LRU
- B - De la réforme de l'apprentissage
- C - De la loi sur la burqa
- D - De la réforme du bac pro

9 - Lequel de ces candidats déclarés à la présidentielle de 2012 n'existe pas ?

- A - Patrick Bourson, d'« Ensemble redressons la France »
- B - Renaud Camus, du parti de l'innocence
- C - Alain Mourguy, de l'Union des gens
- D - Francis Rongier, « candidat des retraités et des automobilistes »
- E - Benoît Frappé, du Parti de la loi naturelle

10 - Combien y avait-il de ministres dans le gouvernement « Sarkozy-Fillon I » ?

- A - 11, comme dans une équipe de foot
- B - 15, comme dans une équipe de rugby
- C - 40, comme dans Ali Baba et les quarante voleurs
- D - 101, comme dans Les 101 dalmatiens

11 - Parmi ces ministres qui ont dû démissionner d'un gouvernement, lequel ne l'a pas fait suite à un scandale ?

- A - Hervé Gaymard
- B - Alain Juppé
- C - Alain Joyandet
- D - Christian Blanc

13 - Vrai ou faux : la France est le pays de l'UE avec le plus grand pourcentage d'immigrés.

14 - Vrai ou faux : la France est le pays de l'UE qui expulse le plus d'immigrés.

25 - Vrai ou faux : le chanteur préféré de Philippe Poutou est Gilbert Becaud.





# Grèce : échos de La Place Syntagma à Athènes

Propos recueillis pour l'Étincelle anticapitaliste du 26 juin au 2 juillet à Athènes

La totalité des interviews est disponible sur le site internet <http://npa.jeunes.free.fr>



## L'ÉA : Comment en est-on arrivé à cette situation en Grèce ?

**Kostas :** Les choix des gouvernements socialistes (PASOK) et de la droite (ND) ainsi que l'endettement lié à l'organisation des Jeux olympiques en 2004, les plans de sauvetage des banques grecques, les importations massives des produits européens, l'évasion fiscale des grands patrons, etc., ont permis à la bourgeoisie grecque et européenne de faire des profits sur le dos de la population et de l'État. Aujourd'hui le capitalisme socialise les pertes et le gouvernement demande aux classes populaires de payer à travers le mécanisme de remboursement de la dette publique. Le documentaire « Debtocracy » (<http://www.debtocracy.gr/indexen.html>) décrit bien la situation.

## L'ÉA : Quelles sont les mesures d'austérité de la troïka, de la Banque centrale européenne, de l'Union européenne et du FMI ?

**Konstantina :** Le premier plan d'austérité (mémoire 1, voté le 5 mai 2010) prévoyait des diminutions des salaires, des retraites de 25% en moyenne, des augmentations d'impôts directs et indirects, etc. Le deuxième plan d'austérité (mémoire 2, voté le 29 juin 2011) prévoit de nouveau des diminutions des salaires ainsi que des allocations de retraites, la fermeture d'écoles et d'hôpitaux, 50 milliards d'euros des privatisations dans tous « les fleurons de l'économie du pays » (ports, poste et beaucoup d'autres).

## L'ÉA : Comment fonctionne le mouvement des « Indignés » à Athènes ?

**Giorgos :** On parle du mouvement de la place Syntagma, et de son assemblée générale populaire (AGP) qui se réunit depuis le 25 mai. Au cœur du fonctionnement, il y a l'idée de la démocratie directe comme à l'époque de la Grèce antique. La prise de parole à l'AGP est donnée après un tirage au sort. Chaque intervenant dispose de deux ou trois minutes. Il existe aussi des commissions avec un fonctionnement similaire, faisant des propositions à l'AGP qui les vote. L'AGP organise des débats où les invités sont des intellectuels engagés contre le mémorandum. Des concerts sont aussi organisés. Il y a des AGP dans plusieurs villes du pays, à Thessalonique, Volos, Patras, Hérahon...

## L'ÉA : Quelle est la composition sociale de la place Syntagma ? Quelle est la place de la jeunesse au sein de ce mouvement ?

**Thanasis :** Le mouvement est massif, on n'avait jamais vu ça depuis 1974 [la chute de la dictature militaire, NDLR]. Il y a des gens de tout âge, des femmes et des hommes. Il y a beaucoup de chômeurs et précaires mais aussi des travailleurs qui ont peur de l'avenir. Beaucoup viennent uniquement pour manifester leur colère, d'autres également pour participer à l'AGP. Les jeunes sont très présents, il s'agit pour nombre d'entre eux de leur première expérience politique.

## L'ÉA : Que s'est-il passé les 29 et 30 juin ?

**Maria :** Le 30 juin, le parlement a voté le mémorandum 2. Malgré les pressions nationales et internationales, le peuple a manifesté massivement à la place Syntagma. L'AGP et tous les mouvements du pays se sont fixés comme objectif d'empêcher le vote au parlement. La répression a été sanglante, tous les moyens ont été utilisés par la police. Les manifestants venus de l'ensemble du pays ne voulaient pas céder la place aux forces de l'ordre. Cette place nous appartenait, c'est notre droit constitutionnel de rester sur Syntagma. La police a essayé à plusieurs reprises d'évacuer la place mais à chaque fois les gens se sont réappropriés le lieu par des moyens de résistance active ou passive.

## L'ÉA : Quelle est la suite prévue après le 30 juin ?

**Marianna :** Quand on a démarré le mouvement le 25 mai, nous avons dit : « nous ne partirons pas tant qu'ils (le gouvernement, la troïka) ne seront pas partis ». Ils sont toujours là, alors on reste jusqu'à la chute du gouvernement et la suppression de toutes les mesures d'austérité. Mais, on verra selon la décision de l'AGP.

# Portraits de la Place de Catalogne

**Bryan** est l'un des militants que l'on retrouve sur la Place de Catalogne, animant la commission immigration du campement. Il est membre du réseau « des Papiers et des droits pour tous » et de l'organisation révolutionnaire « Revolta Global » (section catalane de la 4ème Internationale). Dans ce mouvement où il nous explique les « niveaux très inégaux de politisation », la première tâche des militants a été d'organiser des débats, caractériser l'ensemble des lois sur l'immigration comme « discriminantes, participant à un apartheid légal ». La commission s'est tournée vers les quartiers populaires et les immigrants. « La plupart des gens qui y vont [dans les quartiers, ndlr] sont des immigrés, la plupart d'Amérique du Sud, mais il existe des peurs entre les immigrés eux-mêmes ». Bryan nous explique que pour son organisation, Revolta Global, il est « très important de faire de cette question une question transversale, pour que les immigrés prennent part à la lutte du mouvement ouvrier, comme quelque chose de normal ». Il y a quelques années, un millier d'immigrés ont fait 15 jours de grève de la faim et occupé des églises pendant une quarantaine de jours et ont obtenu leur régularisation, la cathédrale de Barcelone a été occupée ensuite par près de 2000 personnes et « pour la première fois depuis le franquisme, la police est entrée ». C'est avec une partie de ces migrants, compagnons de lutte, mais également de simples curieux, militants ou non dans leurs pays d'origine, que la commission s'est

construite. Comme sur le reste du campement donc, l'accumulation des luttes et la rencontre avec une frange très large de la population a permis de se tourner vers l'extérieur, ancrer le mouvement dans toutes les franges de la population.

**Martha**, 17 ans, est arrivée sur la place 16 jours plus tôt. Quasiment bilingue en anglais, elle tient chaque jour, pendant plusieurs heures le point d'information à l'entrée de la place. N'ayant jamais pris part à un mouvement social auparavant, quand on lui demande si l'occupation de la place Tahrir l'a inspirée elle répond sincèrement « Ah oui, j'en ai entendu parler, mais je ne sais pas vraiment ce qu'il s'est passé ». Les raisons de sa présence ? « Je suis vraiment en colère contre le système, j'ai vu les appels sur Facebook, puis mes amis m'en ont parlé et je suis venue », son « indignation » vient de quelque chose de plus personnel : « mes parents ont divorcé, j'habite avec ma mère. Mon père est riche et embauche une femme de ménage chez lui, pendant ce temps ma mère, elle, fait des ménages pour gagner sa vie, c'est à partir de là que j'ai commencé à être révoltée ». Martha est l'une de ces nouvelles militantes que l'on croise toutes les deux secondes, au milieu du petit couple qui se bécote pendant un rassemblement, de la mère de famille qui porte le voile et que sa fille a entraîné là, des enfants qui tapent sur des casseroles. Sa mère travaille trop pour pouvoir venir mais la soutient entièrement. Elle explique avec ses mots

que « le capitalisme, l'argent sont des choses tristes, on vote pour des politiques qui ne nous demandent plus notre avis ensuite. Nous devrions pouvoir voter pour chaque loi qui nous concerne, nous les gens qui vivons la vie de tous les jours ».

**Almou**, 24 ans, est une travailleuse sociale qui vit de petits boulots, faute de travail dans sa branche. Nous la rencontrons au stand de la commission « connivence » qui s'occupe de résoudre les conflits dans le camp et dont elle fait partie. « Je suis une travailleuse sociale, mon métier m'amène à me tourner vers le militantisme mais je n'en ai pas vraiment le temps, c'est la première fois que je m'y mets vraiment ». Tous les soirs, après le travail, elle se rend donc sur la place. Malgré la fatigue due aux tâches de sa commission, elle se réjouit que « beaucoup de jeunes se réveillent enfin, mais pas seulement, il y a des vieux, des jeunes, des enfants... tout le monde se réunit ici ». Elle a entendu parler de la manifestation du 15 mai par la presse puis s'est rendu sur la place 3 jours après. D'après sa commission et la commission santé, « des conflits peuvent éclater la nuit, mais c'est normal, c'est le reflet de la société. De bonnes choses sont faites ici, mais les gens sont épuisés ». C'est à partir de leur rapport que l'AG a décidé de lever le campement mais pour Almou, comme pour tout ceux que l'on a pu rencontrer « le mouvement continue, passe à une deuxième étape ».

